

Coller ci-dessous l'étiquette code barre
correspondant à l'épreuve

E1 - 01529



270-00-405695

ESCP_AEHE

Date : 30/04/15

Epreuve / Sous épreuve : ESH ESCP

Code Epreuve : 270

Nombre de copies supplémentaires :

Note

attribuée :

20

10 H 24
: 10 H 26

Peut-on considérer^{que} la concurrence constitue le véritable
moteur de la croissance économique ?

Dans son œuvre majeure La richesse des nations,
Smith reconnaît à l'Etat un rôle primordial dans le combat contre
les monopoles et dans le renforcement de la concurrence sur les différents
marchés afin de soutenir la croissance. Mais cette position ne doit-elle
pas être revue au regard des faits et des renouvellements théoriques ?
La concurrence désigne une configuration de marché, aussi bien au
niveau national qu'international, dans laquelle un grand
nombre d'offres est présent (critère d'atomité) sous que ces
derniers ne mènent des stratégies d'entente. La croissance
économique, elle, désigne l'augmentation durable et soutenue d'un
indicateur de performance d'un pays (Perroux). Seulement, au
regard de l'histoire économique, le lien unissant concurrence et
croissance est ambigu. Dès 1890, les Etats-Unis se sont dotés
d'une législation anti-trust active afin de favoriser la croissance
alors que l'Allemagne a encouragé la concentration à la fin du
XIX^e sous pour autant que son taux de croissance en pâtisse.
Alors que penser ? La concurrence constitue-t-elle le principal
moteur de la croissance ? D'autres facteurs ne sont-ils pas plus

importants? La concurrence est un des principaux moteurs de la croissance mais celle-ci peut parfois être incompatible avec la croissance et lui nuire. Les véritables moteurs de la croissance sont le progrès technique et l'investissement dans des activités caractérisées par des externalités positives.

Dans un premier temps, nous montrerons que la concurrence stimule la croissance en poussant les entreprises à produire plus efficacement et à innover.

Tout d'abord, la concurrence incite les entreprises à rationaliser la production et à remettre en cause leurs positions.

Sur un marché concurrentiel respectant les conditions de concurrence pure et parfaite, la compétition entre les acteurs se fait par les prix. Les différents acteurs sont donc incités à rationaliser leurs productions en trouvant des techniques plus efficaces afin de baisser les prix. En produisant plus efficacement, les entreprises en concurrence contribuent directement à l'augmentation du PIB.

En produisant moins cher, elles y contribuent indirectement en stimulant la demande. Au contraire, lorsque les configurations de marché s'éloignent de la CPP, les entreprises adoptent des comportements pouvant nuire à la croissance. Pour Leibenstein, les entreprises en situation de domination sur les marchés sont frappées par l'"inefficience X": leurs coûts marginaux et leurs coûts moyens ont alors tendance à augmenter, faute d'une pression concurrentielle suffisante. Seulement, ces entreprises peuvent adopter un comportement de marges en répercutant

cette hausse sur leurs prix. Pour Lipsey et Samuelson, c'est une des explications de la forte inflation dans les années 1970. L'inflation pour autant entraver la croissance, il est donc nécessaire de maintenir une forte concurrence pour favoriser la croissance. Enfin, ce lien positif unissant concurrence et croissance se vérifie historiquement. Pour Asselain, l'augmentation des barrières douanières et l'adoption d'un tarif Méline (1892) ont ralenti le mouvement de modernisation de l'agriculture à la fin du XIX^e siècle en France.

De plus, la concurrence favorise les dépenses d'innovation et diminue les dépenses improductives. Pour se positionner sur certains marchés de niche en différenciant leurs produits ou pour gagner en productivité, les entreprises en situation de concurrence sont amenées à davantage investir dans les dépenses en R&D. C'est ce qui ressort d'une étude menée par Stiglitz qui établit un lien de proportionnalité positif entre le degré de concurrence et le nombre de brevets déposés dans différents pays. Seulement, ces dépenses ne sont pas uniquement favorables à l'entreprise mais elles le sont également pour la croissance. En effet, les dépenses de R&D produisent des externalités positives, c'est-à-dire qu'elles améliorent la situation de tous les agents sans donner lieu à une compensation financière. Ainsi Schumpeter craignait-il que l'absorption des jeunes entreprises innovantes par les grands groupes ne diminuent dans un même mouvement la concurrence et la capacité des pays à innover. De plus, la concurrence dissuade les entreprises d'utiliser certaines dépenses à des fins improductives. Pour Anne Krueger dans The rent-seeking society, certaines entreprises dans les pays en

développement utilisent une partie de leurs ressources en "recherche de rente". Ces dépenses peuvent prendre la forme de subventions à un parti afin qu'il érige de nouvelles barrières douanières. Elles équivalent par exemple à 17% du PIB en Turquie. Mais si un pays affirme sa volonté d'établir une forte concurrence par une politique de la concurrence antitrust, les dépenses de recherche de rente diminuent et sont réorientées vers des investissements favorables à la croissance.

La concurrence apparaît donc indiscutablement comme un moteur de la croissance. Cependant, on constate historiquement que cette relation n'est pas toujours vérifiée. Comment en rendre compte ?

Dans les pays en développement tout comme dans les pays développés, une trop forte concurrence peut entraver la croissance.

En premier lieu, dans les économies émergentes, une trop forte concurrence nuit à la croissance dans la mesure où les industries dans l'enfance ne peuvent supporter une forte pression concurrentielle. En effet, comme le montre Paul Krugman, les coûts de production des entreprises naissantes sont plus élevés que ceux des entreprises déjà en place qui réalisent des économies d'échelle. Dès lors, si on ne protège pas ces entreprises, elles ne pourront se développer dans la mesure où le prix qu'elles devraient pratiquer pour être rentables serait supérieur au prix pratiqué sur le marché par les concurrents internationaux. Pour l'Est, la mise en place d'un protectionnisme éducatif

est alors justifié. Ainsi le Zollverein a-t-il adopté de telles mesures dès 1834, permettant ainsi à ses jeunes entreprises de prospérer et d'atteindre une taille critique suffisante à l'abri de la concurrence anglaise et française. De plus, certains pays se sont développés grâce à des groupes très concentrés, permettant une forte croissance et un développement rapide. C'est le cas notamment de l'Allemagne qui a favorisé la formation de Konzern, de grands groupes concentrés verticalement. En formant des cartels sur le sol national pour réaliser des surprofits, ils ont pu mener une stratégie de dumping prédateur sur les autres marchés internationaux en pratiquant des prix très compétitifs. Ces pratiques anti-concurrentielles ont soutenu la forte croissance allemande à la fin du XIX^e : on ne peut donc affirmer que la concurrence est le véritable moteur de la croissance.

De plus, une concurrence internationale trop intense n'est pas non plus souhaitable pour les pays développés. Tout d'abord, la concurrence des pays à faible capacité technologique et à bas salaires nuit dans une certaine mesure à la croissance des pays développés en accentuant le mouvement de déindustrialisation.

En effet, ces pays comme la Chine jouissent d'un coût salarial unitaire faible et ont refusé de mettre en place des normes sociales. Dès lors, ils s'approprient une très grande partie de la demande mondiale, notamment dans le secteur du textile (*).

Seulement, la concurrence de ces pays entraîne l'augmentation du chômage dans les pays industrialisés, ce qui nuit à la croissance en déprimant la demande.

Ainsi la France a-t-elle demandé à pouvoir user de la clause de sauvegarde prévue dans les textes de l'OMC

(*) grâce à une importante compétitivité-prix

de 2005 à 2008, après que le marché français s'est ouvert aux importations chinoises dans le textile. De plus, les programmes de déréglementation mis en place dans les pays développés à partir des années 80 et visant à renforcer la pression concurrentielle n'ont pas tenu toutes leurs promesses. Jean Tirole montre par exemple comment l'ouverture à la concurrence du marché de l'électricité en Californie dans les années 90 a contribué à l'éclatement de fortes pointes de courant au début des années 2000 en raison d'un sous-investissement du secteur privé dans les infrastructures. De telles pointes étant dommageables pour la croissance, il est nécessaire de repenser l'ouverture à la concurrence de ce genre de marchés en différenciant les activités de gestion des infrastructures des activités de commercialisation.

Si la concurrence peut stimuler la croissance, elle n'est pas le véritable moteur de la croissance dans la mesure où elle lui nuit parfois. Quels sont alors ses véritables moteurs ?

Il apparaît au regard de l'histoire économique que le progrès technique et l'investissement dans des activités à externalités positives sont les principaux moteurs de la croissance.

Dans The long waves in economic life, Kondratieff identifie les grandes avancées technologiques comme les principaux moteurs de la croissance. En effet, le progrès technique, que l'on peut définir comme l'ensemble des innovations techniques et

organisationnelles, permet d'augmenter la productivité qui stimule à son tour la croissance de multiples façons. En premier lieu, les gains de productivité permettent de produire plus avec les mêmes facteurs de production, ce qui augmente mécaniquement le PIB. Ces effets sont aussi indirects. Les gains de productivité entraînent une baisse des prix et une augmentation des salaires, ce qui stimule la demande. D'une perspective keynésienne, l'augmentation de la demande incite les entreprises à produire et à embaucher plus, ce qui fait augmenter le taux de croissance. D'une croissance française, Corré Dubois et Malinvaud vérifie ce constat sur la période des Trente glorieuses.

Ainsi, le "résidu" - c'est-à-dire l'augmentation de la productivité globale des facteurs permise par le progrès technique - explique 2,5 points des 5% de croissance moyenne en France durant cette période. Il est intéressant de noter que cette forte croissance coïncide avec un mouvement de concentration favorisé par de Gaulle lors de son retour en 1958. Le progrès technique, bien plus que la concurrence, explique donc fondamentalement la croissance.

Enfin, pour les théoriciens de la croissance endogène comme Romer, les investissements dans des activités génératrices d'externalités positives sont au fondement de la croissance.

Ces dépenses recouvrent les dépenses de formation, de R & D et d'infrastructures. Contrairement au capital physique, ces différents capitaux - comme le capital humain - ne sont pas soumis à la loi des rendements décroissants et peuvent donc être accumulés sans limite. Comme nous l'avons dit précédemment, les externalités positives présentent l'avantage d'améliorer la situation de

l'intégralité des agents. Évidemment, ces activités sont caractérisées par un rendement social supérieur au rendement privé en raison de l'incertitude liée aux dépenses de recherche par exemple. Le marché est donc défaillant pour diriger les capitaux vers ces activités et l'intervention de l'État est nécessaire. Évidemment, nous avons établi en première partie que la concurrence favorisait les gains de productivité et incitait à l'innovation. Pour autant, elle ne peut être considérée comme le véritable moteur de la croissance dans la mesure où l'innovation et les gains de productivité ont d'autres causes que la seule concurrence.

Ainsi, la concurrence au sein d'un pays ou entre firmes de différents pays est-elle un fort moteur de la croissance. Mais elle ne peut être considérée comme le principal en raison des effets négatifs qu'elle peut avoir sur la croissance. Les véritables moteurs sont à trouver dans le progrès technique et les externalités positives.

Les pays semblent s'être engagés sur la voie du libre-échange sans aucun moyen pour pallier les problèmes posés par la forte concurrence internationale. Pour Henri Bourguinat dans Les intégrismes économiques, les PDEM devraient négocier au sein de l'OMC la mise en place d'un faible protectionnisme permettant de conjuguer bienfaits de la concurrence et protection de la complexité du tissu productif national.